

## ARABES, AN II

## ou flux continu ?

la «Terreur rouge», la guerre civile, la «Grande terreur», les purges et liquidations de la Tcheka, des procès kafaïens. Les leaders politiques de cette révolution seront tués les uns après les autres, d'autres jetés dans le goulag, peu parviendront à fuir à l'étranger où ils ne seront pas toujours en sécurité. Dans tout le lot, un visage va émerger : celui de Staline. S'accaparant de tout le pouvoir, il sera jusqu'à sa mort en 1953 le nouveau «tsar de toutes les Russies». Ses successeurs ont tenté de déclencher un processus de normalisation ou de démocratisation, dans ce pays profondément imprégné d'autocratie et de traditions orthodoxes.

Les choses ont quelque peu évolué dans les années 1980, mais il y a eu des rechutes autoritaires. Dans l'ensemble, il semble bien qu'il reste beaucoup à faire pour que la démocratie s'instaure en Russie. Et puis, il est opportun de rappeler que chez nous,

l'arrêt de la guerre de Libération n'a pas été suivi d'une longue période de stabilité politique. Moins de trois mois après le cessez-le-feu, de graves dissensions et divisions ont éclaté au grand jour, le Congrès de Tripoli ayant mis en minorité le GPRA, lequel a réagi en démettant le chef d'état-major de «l'armée des frontières». Deux clans se sont alors créés : l'un à Alger favorable au GPRA et l'autre à Tlemcen avec un «bureau politique». Puis, on est passé à l'usage de la force. Des combats ont en effet opposé les hommes des Wilayas aux troupes dites des frontières, à Constantine, à Alger, à Ksar-El-Boukhari et près de Chlef. Ces combats ont fait des centaines de morts et de blessés dans les deux camps. D'où les manifestations populaires aux cris de «7 snin barakat !» Pis encore, en 1964, des insurrections se sont produites : l'une dans le sud du pays menée par le colonel Chabani, l'autre en Kabylie sous la houlette

du colonel Mohand Oulhadj et de Hocine Aït Ahmed. Des attentats ont été perpétrés dans la capitale qui n'avait pas encore oublié ceux de l'OAS.

Des partis politiques ont été créés (PRS, FFS, ORP...) en violation du principe de l'unicité du parti, principe «sacro-saint» à cette époque.

Les fondateurs et militants de ces partis clandestins furent pourchassés. Des juridictions spéciales ont été instituées pour juger les insurgés et les opposants ; des condamnations à mort ont été prononcées et plusieurs ont été exécutées. Courant 1965, le président Ben Bella démit trois à quatre ministres réputés proches du ministre de la Défense nationale et s'attribua plusieurs portefeuilles ministériels. Il sera à son tour destitué les 19/06/1965, et gardé en détention durant quinze années.

Le 15 décembre 1967, le colonel Tahar Zbiri lançait un putsch qui échoua, entraînant de nombreux

morts et blessés et des arrestations massives. Le 27 avril 1968, le président Boumediène a fait l'objet d'un attentat au cours duquel il a été blessé au visage. N'oublions pas d'ajouter à cette triste liste des faits plus récents, comme : l'apparition au début des années 1980 du maquis de Bouyali, les émeutes d'octobre 1988, la terrible «décennie rouge», le lâche assassinat du Président Bou-diaf, le sinistre «terrorisme résiduel» qui ne finit pas de tuer militaires et policiers... Non ! l'histoire politique de l'Algérie n'a pas été «un long fleuve tranquille», mais, hélas, une série épouvantable de violents et sanglants soubresauts. Et nous sommes toujours en quête de démocratie ! D'où cette conclusion que j'emprunte à un écrivain et politicien brésilien, fou de liberté et de démocratie, Ruy Barbosa (mort en 1923) : «La pire des démocraties est préférable à la meilleure des dictatures !»

Z. S.

## POUR UNE CULTURE DU DÉBAT

## État de droit : l'impossible rêve

*«Il est de l'essence d'une puissance souveraine de ne pouvoir être limitée ; elle est tout ou elle n'est rien.»*

(Jean-Jacques Rousseau)

**«Une distinction classique oppose Etat de police et Etat de droit. Dans l'Etat de police, les règles protectrices des libertés ne s'imposent qu'aux personnes privées, alors que dans l'Etat de droit elles s'imposent aussi aux pouvoirs publics ; les libertés publiques ne peuvent donc se développer que dans un Etat de droit. L'Etat de droit qui, étant à la fois esclave et protecteur des libertés, tire sa légitimité de son aptitude à les développer et à s'y soumettre. Pour que cette "mission-soumission", caractéristique de l'Etat de droit, soit menée à bien, deux conditions doivent être réunies : il faut, d'une part, que l'action des gouvernants soit enserrée dans une hiérarchie des normes au sommet de laquelle figure une déclaration des droits ; d'autre part, que les juges soient suffisamment indépendants pour en sanctionner la méconnaissance.»**

(G. Lebreton,  
**Libertés publiques  
et droits de l'homme ;  
Armand Colin. Coll. U. 1995.)**

Il y a longtemps, déjà, que les hommes rêvent de l'Etat de droit et que la faculté de «procrastination» — remettre au lendemain ce qu'on peut faire le jour même — s'exerce, ici plus qu'ailleurs, avec une remarquable constance car il faut bien admettre qu'il s'agit d'une notion qui nous vient du Moyen-Âge, et qu'elle a été mise en forme en Allemagne (Rechtsstate) au XIX<sup>e</sup> siècle.

Certes, elle n'était pas encore formulée de cette façon mais les premiers pas ont été accomplis dès le XIII<sup>e</sup> siècle, en Angleterre, avec la «Magna Carta» en 1215 — qui limite le pouvoir du souverain sur les déplacements des sujets dans et hors du royaume, puis l'«Habeas corpus» en 1679 — obligation pour les services de police de

présenter toute personne détenue dans les trois jours devant un juge — et le «Bill of Rights» (1689 - Déclaration des droits) qui pose les fondements de la monarchie constitutionnelle et limite les pouvoirs du monarque par ceux du Parlement.

On sait le chemin parcouru — partout, ici et ailleurs — et surtout celui qui reste à accomplir avec toutes les différences, richesses, subtilités et obstacles — cependant jamais insurmontables — que supposent Culture et Histoire ; on sait, aussi, que tout cela est affaire de conscience et volonté politiques ; on sait, enfin, que cette revendication d'Etat de droit est aujourd'hui un pilier de l'ordre démocratique à construire. Mais qu'est-ce que cet Etat de droit qui, pour certains, est une exigence absolue, pour d'autres un pléonisme et, pour d'autres encore un oxymore ; pourquoi l'Etat et jusqu'où l'Etat ? La situation est d'autant plus incertaine et franchement compliquée que l'unique organisation sociale connue dans le monde est, très précisément, l'Etat qui peut revêtir des formes diverses mais reste, quant à l'essentiel, l'exercice de l'autorité et de la violence légitime pour imposer la volonté de certains, souvent jamais assouvis, sur l'immense majorité soumise.

Quoi qu'il en soit, et c'est heureux, la notion d'Etat de droit s'est imposée dans le vocabulaire politique depuis peu après avoir été la préoccupation des seuls juristes et philosophes et nul doute que sa popularisation peut être le ferment d'un projet commun mobilisateur, de l'achèvement de la culture de la soumission et l'affirmation de la citoyenneté.

Fondamentalement, l'Etat de droit suppose l'existence d'une autorité qui accepte la limitation du pouvoir par la loi et organise une justice indépendante qui sanctionne toute méconnaissance de ce cadre juridique fondé, en toute matière, sur les valeurs partagées et le respect du citoyen ; certes, cela suppose une effective séparation des pouvoirs et une véritable hiérarchie des normes, la loi ne pouvant s'opposer à la constitution ni le décret à la loi...

Ainsi donc, l'Etat de droit est cette construction institutionnelle dans laquelle

le pouvoir s'autolimité et «auto-contrôle» cette limitation. Mais pourquoi et comment cette autolimitation ?

Cette interrogation indispensable n'a rien d'original et cela a déjà été précisé par le fameux juriste autrichien, Hans Kelsen (1881-1973) pour lequel l'Etat de droit est un pléonisme dans la mesure où tout Etat est un Etat de droit et cela dans la mesure où c'est, très précisément, l'Etat qui produit les normes juridiques et l'organisation institutionnelle chargée de la mise en œuvre de ces normes.

En effet, seul l'Etat est compétent pour traduire des règles sociales en normes juridiques et transformer la volonté politique en règle de droit en mettant au service de celle-ci, si besoin est, la violence légitime dont il est l'unique détenteur.

Il apparaît, très clairement dans cette vision, que l'Etat de droit est animé d'une volonté politique protectrice des droits de l'homme et des libertés individuelles qui le conduit à la mise en œuvre, toujours plus efficace, d'un système qui réduit ses propres pouvoirs et sanctionne tout dépassement, quelle que soit sa nature.

Cependant, le droit produit par l'Etat a le seul contenu que son auteur décide et c'est ainsi qu'il semble, peut-être, plus pertinent de s'interroger sur l'«état du droit» que sur l'Etat de droit.

Pléonisme pour Hans Kelsen, l'Etat de droit serait un oxymore pour Henry David Thoreau dans la mesure où, pour le philosophe américain qui ne veut obéir qu'à lui-même, l'Etat est, par nature, prédateur des libertés, répressif dans son essence et ne peut produire que le droit des libertés correspondant à sa nature.

A ce stade, il se dessine que, dans la construction théorique de l'Etat de droit, une confusion volontaire est proposée pour signifier le droit comme une expression de protection des libertés individuelles et de la citoyenneté alors que le terme — droit — ne signifie que le système juridique qui fonde l'organisation sociale et peut tendre, aussi bien à la protection de ces libertés qu'à leur répression.

Quoi qu'il en soit, c'est le propre d'une revendication politique que de situer l'ob-

Par Moncef Benouniche  
Citoyen démocrate

jectif à atteindre au-delà de la situation vécue et, en cette occurrence, la légalité — application du droit — est appréciée à l'aune de la légitimité qui tend à l'affirmation des valeurs sociales qui fondent le «vivre ensemble».

S'il est légitime de vouloir manifester pacifiquement pour affirmer son mécontentement face à une situation considérée insupportable, il est illégal, quand on est algérois — ou algérien — de le faire et cela provoque inévitablement la mise en mouvement de l'appareil de répression sur la base du droit positif, c'est-à-dire de l'ordre juridique existant.

Aussi, est-il tout à fait indispensable et urgent de mettre cette question de l'Etat de droit au cœur du débat et que les citoyens s'en emparent pour en apprécier la «substantifique moelle» et c'est dans cette perspective que cette modeste contribution est proposée au débat et à la réflexion de tout citoyen, lecteur du journal *Le Soir d'Algérie* qui aura eu la patience et l'amabilité d'aller au bout de la lecture de ce pensum.

Encore faut-il préciser que le débat proposé et souhaité est parfaitement étranger à un quelconque exercice de style, mais répond à une nécessité exigeante tant la situation, en Algérie, se caractérise, aujourd'hui, par la rupture entre l'un des peuples les plus jeunes du monde et un Etat soumis à la volonté d'hommes du passé, à l'anéantissement programmé de la «société civile» et la déliquescence du politique alimenté par des partis politiques dits d'opposition dont le souci principal semble être celui de ne pas exister.

Pour cela, l'auteur de ces quelques lignes indique son adresse mail et souhaite recevoir le plus de réactions possibles de la part des citoyens lecteurs du journal et cela, très précisément, pour faire revivre le débat, condition substantielle de tout ordre démocratique. Cela aussi, dans l'attente d'autres propositions de débat.

M. B.

moncef.benouniche@laposte.net